

futuribles

L'anticipation au service de l'action

L'intelligence artificielle
Entreprise et bien commun
La réforme de l'entreprise
L'essor des populismes

futuribles

NUMÉRO 426 • SEPTEMBRE-OCTOBRE 2018

Trois chantiers d'avenir 3

Hugues de Jouvenel

Intelligence artificielle : opportunités et risques 5

André-Yves Portnoff et Jean-François Soupizet

L'entreprise et la fabrique du bien commun 27

Marthe de La Taille-Rivero

Pour une réforme de l'entreprise 41

Création de valeur actionnariale et création de valeur globale

Hubert Landier

L'essor des populismes 55

Origines et particularités des mouvements

populistes : leur succès politique

Henri Wallard

FUTURS D'ANTAN

L'utopie marxienne de la société communiste 75

Patrice Cailleba

TRIBUNE EUROPÉENNE

L'Europe malade de ses États membres 85

Jean-François Drevet

ACTUALITÉS PROSPECTIVES

Blockchain et transition énergétique / Intelligence artificielle et réalité virtuelle / Emploi agricole : l'avenir est dans le bio / Le salariat, avenir des professions libérales ? / Des nouvelles filières de batteries ?

93

BIBLIOGRAPHIE

P. Blanc, *Terres, pouvoirs et conflits. Une agro-histoire du monde* / L. Carroué, *Atlas de la mondialisation. Une seule terre, des mondes* / F. Fourquet, *Penser la longue durée. Contribution à une histoire de la mondialisation* / P. Moreau Defarges, *La Tentation du repli. Mondialisation, démondialisation (XV^e-XXI^e siècles)* / I. Berrebi-Hoffman, M.-C. Bureau et M. Lallement, *Makers. Enquête sur les laboratoires du changement social* / S. Enlart et O. Charbonnier, *Société digitale. Comment rester humain ?* / J. de Rosnay, *La Symphonie du vivant. Comment l'épigénétique va changer notre vie* / E.O. Wright, *Utopies réelles*.

107

ABSTRACTS

125

Ce numéro comporte un encart d'abonnement jeté sous la couverture ; ainsi qu'un dépliant Rue des étudiants de 16 pages posé sur les exemplaires des abonnés France métropolitaine.

TROIS CHANTIERS D'AVENIR

L'éditorial d'Hugues de Jouvenel

Voici un numéro qui vous invite à prendre de la hauteur sur des sujets d'actualité, trop souvent traités à chaud sans vision prospective suffisante. Nous n'y traitons ni du record de capitalisation boursière d'Apple ni de la guerre commerciale mondiale, mais principalement de trois grands sujets déterminants pour l'avenir : l'intelligence artificielle, les espoirs et les craintes qu'elle peut susciter ; l'implication des entreprises dans la fabrique du bien commun ; et la montée des populismes, notamment dans les pays se réclamant de la démocratie en Occident.

Pourquoi l'intelligence artificielle (IA), après quelque 60 ans de gestation, rencontre-t-elle désormais un tel succès ? Essentiellement, expliquent Jean-François Soupizet et André-Yves Portnoff, parce qu'elle connaît une avancée majeure liée à la conjonction de quatre facteurs : l'essor des communications permettant désormais de transporter, à l'échelle planétaire et à la vitesse de la lumière, sous toutes leurs formes possibles, les informations ; la puissance de calcul qui tend vers un milliard de milliards d'opérations par seconde ; l'explosion des données (au sens le plus large, y compris donc nos « traces ») ; enfin, la puissance des algorithmes supposés être capables de traiter toutes ces données, voire demain de rivaliser avec l'intelligence humaine. Cette IA manifestement est porteuse d'opportunités et de risques sans précédents.

André-Yves Portnoff et Jean-François Soupizet, en se fondant sur un important travail qu'ils ont réalisé dans le cadre de Futuribles International, soulignent ici les applications actuelles et potentielles de l'IA, non sans insister, à juste titre, sur les polémiques qu'elles suscitent et surtout en montrant, comme pour toutes les technologies antérieures, combien sa diffusion et ses bénéfices sont liés à la capacité d'innovation socio-organisationnelle des entreprises et des administrations. En même temps, ils nous livrent une analyse des jeux d'acteurs — notamment des multinationales du Net, des États et des entreprises —, des forces en présence, et esquissent des « images du futur » qui révèlent l'ampleur des défis : l'IA au service d'une financiarisation accrue à court terme, l'IA vue comme un super Big Brother, ou une IA au service du bien commun...

Ces questions sont bienvenues alors que nous publions ici le premier article d'une série, qui s'étalera sur plusieurs numéros, consacrée à l'entreprise et la fabrique du bien commun. Pourquoi cette série ? Parce qu'il a longtemps été considéré en France que l'unique affaire des entreprises était de faire du profit et que les activités relevant de l'intérêt collectif incombaient essentiellement à l'État. Ceci n'a pas empêché le développement d'une économie se réclamant d'être sociale et solidaire (ESS), ni certains chefs d'entreprise de jouer un rôle pionnier en matière sociale.

Mais, comme le montre Marthe de La Taille-Rivero, l'investissement des entreprises dans des activités relevant du bien commun a connu un essor important depuis une quarantaine d'années : d'abord dans le soutien aux arts et à la culture, puis dans le domaine social et environnemental. De plus en plus nombreuses sont celles qui ont pris conscience de leur responsabilité en ces matières, y compris sous la contrainte de leurs collaborateurs, clients et partenaires.

Marthe de La Taille-Rivero analyse quels ont été les déterminants de ce mouvement, quelles formes différentes il a pris (mécénat, philanthropie, capital-investissement...) et en quoi il augure d'un changement important. Nous reviendrons sur le sujet dans nos prochains numéros, mais il n'est pas indifférent de constater que cette préoccupation rejoint très directement les conclusions de la mission confiée à Nicole Notat et Jean-Dominique Senard sur « l'entreprise, objet d'intérêt collectif » (voir le compte rendu du rapport issu de leurs travaux p. 52-54 de ce numéro), s'érigeant contre « une certaine dictature du court terme et des résultats financiers ».

Le problème des finalités de l'entreprise, et accessoirement de son statut juridique, est ainsi posé alors que le projet de loi « Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises » (PACTE) devrait être débattu lors de la prochaine session parlementaire. Hubert Landier, qui connaît bien le monde de l'entreprise, affirme ici l'objectif de la réforme sous une forme percutante : il faut, écrit-il, passer de la création

de valeur actionnariale (au seul bénéfice des actionnaires) à la création de valeur globale (au bénéfice aussi des collaborateurs, sous-traitants, partenaires, et de la planète elle-même).

Nos lecteurs observeront que les changements en cours entraînent tous des bouleversements plus ou moins importants dans la répartition des pouvoirs et des fonctions de la société civile, de la puissance publique, des entreprises, mais qu'il n'est guère question de l'Europe à laquelle Jean-François Drevet consacre sa tribune habituelle. Il l'introduit en affirmant que le rythme des transformations qui menacent les classes populaires, dont en outre elles ne perçoivent pas le sens et l'aboutissement, suscite une inquiétude propice à l'essor des populismes. Il montre ensuite combien l'Europe pourrait être plus efficace que les États dans la lutte contre le dumping fiscal, la gestion de l'immigration illégale et le protectionnisme.

Sur la montée des populismes, suite à l'accord de coopération établi entre Ipsos et notre revue, nous publions une première contribution qui, se fondant sur les enquêtes et études de l'institut Ipsos, souligne que, si les populismes possèdent des traits communs et fondent leur argumentaire sur certains thèmes de prédilection, ils doivent être analysés en tenant compte du contexte socio-économique et politique dans lequel chacun se développe. En témoignent les analyses d'Henri Wallard sur les États-Unis, l'Italie et le Royaume-Uni, encore une introduction à un sujet sur lequel nous devons revenir dans de prochains numéros. ■